

Un projet financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement/Fonds pour l'Environnement Mondial (PNUD/FEM) et exécuté par le Bureau des Services des Projets des Nations Unies (BSPNU)

**ETUDE SPECIALE DE SOCIO-ECONOMIE
Rapport No. 3**

KININDO

**Etude socio-économique du village de
Kinindo, Bujumbura Rurale, Burundi**

*Bujumbura
Mai 2000*

Dr Oda Sindayizeruka
Coordinatrice Nationale de Socio-Economie

**Lutte contre la pollution et autres mesures visant à protéger
la biodiversité du lac Tanganyika (RAF/92/G32)
Pollution control and other measures to protect biodiversity
in Lake Tanganyika (RAF/92/G32)**

Le Projet sur la Biodiversité du Lac Tanganyika a été formulé pour aider les quatre états riverains (Burundi, Congo, Tanzanie et Zambie) à élaborer un système efficace et durable pour gérer et conserver la diversité biologique du lac Tanganyika dans un avenir prévisible. Il est financé par le FEM (Fonds pour l'Environnement Mondial) par le biais du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

The Lake Tanganyika Biodiversity Project has been formulated to help the four riparian states (Burundi, Congo, Tanzania and Zambia) produce an effective and sustainable system for managing and conserving the biodiversity of Lake Tanganyika into the foreseeable future. It is funded by the Global Environmental Facility through the United Nations Development Programme.

**Burundi: L'Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature
D R Congo: Le Ministère de l'Environnement et de la Conservation de la Nature
Tanzania: Vice President's Office, Division of Environment
Zambia: Environment Council of Zambia**

Collection des Rapports de l'Etude Spéciale de Socio-Economie du Projet sur la Biodiversité du Lac Tanganyika

Editrices de la collection: Dr. K. Meadows, Coordinatrice de l'ESSE & K. Zwick, Facilitatrice de l'ESSE

LA PLANIFICATION, LA CRITIQUE, & LA SYNTHÈSE			
I	Summary and critique of the SESS 1996 – 8	Meadows, K & K. Zwick	1999
II (En)	Report of the first SESS Working Group Meeting	Meadows, K & K. Zwick	1999
II (Fr)	Rapport de la première Réunion de Groupe de Travail de l'ESSE	Meadows, K & K. Zwick	1999
III (En)	The SESS Recommendations to the SAP	Meadows, K & K. Zwick	2000
III (Fr)	Les Recommandations de l'ESSE au PAS	Meadows, K & K. Zwick	2000
IV (En)	SESS Final Report	Meadows, K & K. Zwick	2000
IV (Fr)	Rapport Final de l'ESSE	Meadows, K & K. Zwick	2000
BURUNDI			
1	Gatumba: Etude socio-économique du village de Gatumba, Bujumbura Rurale, Burundi	Sindayizeruka, O.	2000
2	Kibenga: Etude socio-économique du village de Kibenga, Bujumbura Rurale, Burundi	Sindayizeruka, O.	2000
3	Kinindo: Etude socio-économique du village de Kinindo, Bujumbura, Burundi	Sindayizeruka, O.	2000
4 (Fr)	Burundi: Rapport National Final	Sindayizeruka, O.	2000
4 (En)	Burundi : Final National Report	Sindayizeruka, O.	2000
CONGO			
5	Kigongo: Etude socio-économique du village de Kigongo, Territoire d'Uvira, RDC	Kitungano, G.	1999
6	Kilomoni: Etude socio-économique du village de Kilomoni, Territoire d'Uvira, RDC	Kitungano, G.	2000
7	Makobola: Etude socio-économique du village de Makobola, Territoire d'Uvira, RDC	Kitungano, G.	2000
8 (Fr)	RD Congo: Rapport National Final	Kitungano, G.	2000
8 (En)	DR Congo: Final National Report	Kitungano, G.	2000
TANZANIA			
9	Fishing in the River Mungonya at Bubango, Kigoma Rural District, Tanzania	Walsh, M., L. Said, B. Marwa, & K. Banister	1996
10	Participatory Rural Appraisal in Mtanga village, Kigoma Rural District, Tanzania	Lwoga, C.M.F. (Ed.)	1997
11	Kirando: Participatory Rural Appraisal in Kirando Ward, Rukwa Region, Tanzania	Mung'ong'o, C.G. (Ed.)	1997
12	Buhingu: Participatory Rural Appraisal in Buhingu Ward, Kigoma Region, Tanzania	Mung'ong'o, C.G. (Ed.)	1997
13	Socio-economic & institutional appraisal of the Malagarasi-Luiche catchment, Kigoma Region, Tanzania	Mung'ong'o, C.G.	1998
14	Socio-economic & institutional appraisal of the Mpanda-Sumbawanga catchment, Rukwa Region, Tanzania	Mung'ong'o, C.G.	1998
15	Mwamgongo: Socio-economic survey of Mwamgongo village, Kigoma Region, Tanzania	Mung'ong'o, C.G.	1999
16	Sunuka: Socio-economic survey of Sunuka village, Kigoma Region, Tanzania	Mung'ong'o, C.G.	2000
17 (En)	Tanzania: Final National Report	Mung'ong'o, C.G.	2000
17 (Fr)	Tanzania: Rapport National Final	Mung'ong'o, C.G.	2000
ZAMBIA			
18	Chituta Bay – Kapata village PRA report	Damaseke, M.	1997
19	Chisanza (A): Socio-economic survey of Chisanza (A) village, Mbala District, Zambia	Chitalu, G.M., F. Ng'andu, & K. Zwick	1999
20	Nsumbu: Socio-economic survey of Lupiri town & Munshi village, Kaputa District, Zambia	Chitalu, G.M. & F. Ng'andu	2000
21	Kabyolwe & Kapoko: Socio-economic survey of Kabyolwe & Kapoko villages, Mpulungu District, Zambia	Chitalu, G.M.	2000
22 (En)	Zambia: Final National Report	Chitalu, G.M.	2000
22 (Fr)	Zambia: Rapport National Final	Chitalu, G.M.	2000

Disponible de: <http://www.ltbp.org> et Natural Resources Institute Central Avenue, Chatham, Kent, ME4 4TB, UK

TABLE DES MATIERES

I PRESENTATION DE LA ZONE D'ENQUETE	1
1.1 Situation géographique	1
1.2 Population et emploi	1
II L'ACTIVITE D'ELEVAGE : ORGANISATION ET MODE DE CONDUITE	2
2.1 Taille et composition des troupeaux	2
2.1.1. La constitution du cheptel.....	3
2.1.2 L'investissement dans les fermes	3
2.2 La conduite de l'élevage.....	4
2.2.1 Les modes de conduite de l'élevage	4
2.2.2 Accès aux pâturages	5
2.2.3 La conduite dans les fermes.....	5
III LES REVENUS DE L'ELEVAGE	7
3.1 L'écoulement des produits laitiers.....	8
3.2 Le revenu issu de la réforme du bétail.....	9
3.3 Priorités dans l'affectation du revenu des éleveurs	9
IV CONTRAINTES ET PERSPECTIVES DE L'ELEVAGE.....	11
4.1 Contraintes.....	11
4.1.1 L'occupation	11
4.1.2 L'approvisionnement.....	12
4.2 Perspectives de l'élevage.....	13
4.3 Perception des éleveurs face aux diverses contraintes	13
V CONCLUSION.....	15

I PRESENTATION DE LA ZONE D'ENQUETE

1.1 Situation géographique

Le quartier de KININDO est délimité au Nord par le centre-ville, au Sud par le secteur KIBENGA (rural et urbain). A l'Ouest et à l'Est, il fait frontière respectivement avec le lac Tanganyika et les quartiers KINANIRA II et MUSAGA.

Le Quartier KININDO comprend essentiellement deux parties :

- une partie urbaine où sont érigées des résidences en matériaux durables et des infrastructures socio-économiques de base (écoles, téléphone, eau et électricité, etc....) ;
- une partie périurbaine encore inhabitée, située sous la route transversale qui ceinture le quartier.

L'enquête s'est déroulée dans la partie périurbaine qui est une zone anciennement réservée au tourisme mais qui a été occupée par les éleveurs au lendemain de la crise de 1993. Dans cette zone, l'enquête a été focalisée sur l'aspect élevage qui y prédomine.

L'occupation de cette zone par l'élevage a été consécutive à l'insécurité qui régnait dans les collines de l'intérieur du pays où l'élevage était pratiqué. En effet, avec la crise qui sévit depuis octobre 1993, le bétail a fait l'objet de vols répétés ou d'attaques perpétrés si bien qu'une bonne partie de ce bétail a été décimée ou volée.

C'est dans ce contexte difficile que les éleveurs ont déplacé leurs troupeaux vers la capitale qui était plus ou moins sécurisée. L'occupation a été faite de façon spontanée voire même désordonnée dans la mesure où on rencontre le bétail partout dans la capitale. La Mairie avait demandé que le bétail retourne dans les collines mais les éleveurs résistent en disant que la sécurité n'est pas suffisante.

La zone d'élevage de KININDO n'a pas échappé à cette règle d'occupation. Les éleveurs ont installé des fermes de fortune en s'appropriant des parcelles pour la construction des étables et pour la culture des fourrages car il n'y a pas eu d'autorisation quelconque. Il fallait d'abord sauver ce qui pouvait l'être, disent les éleveurs.

1.2 Population et emploi

La population de KININDO est une population urbaine. Les activités exercées relèvent essentiellement du secteur tertiaire. Il s'agit pour la plupart des fonctionnaires de l'Etat, des militaires, des diplomates et des commerçants.

Certains chefs de ménages sont polyvalents : c'est le cas des fonctionnaires et des militaires qui, en plus de leurs activités salariales pratiquent l'élevage du gros bétail et le commerce. Ce choix d'une pluri-activité est dictée par le souci de faire face aux conditions de vie devenues actuellement difficiles. En effet, pour les populations qui vivent des revenus fixes tels que les salaires, leur pouvoir d'achat ne cesse de diminuer avec la flambée des prix des produits agricoles et manufacturés. Dans ces conditions, la diversification des sources de revenu par le biais de la pluri-activité devient une règle.

A KININDO, l'élevage est alors déclaré comme une activité secondaire si on considère le temps consacré. Mais par rapport au revenu que cette activité génère, on peut le classer en tant qu'activité principale.

II L'ACTIVITE D'ELEVAGE : ORGANISATION ET MODE DE CONDUITE

2.1 Taille et composition des troupeaux

N° d'ordre	Race				Total
	SAHIWAL	FRISONNE	MONT BELIARD	ANKOLE	
1	8	8	0	12	28
2	0	14	0	0	14
3	29	0	0	0	29
4	0	11	0	10	21
5	0	10	0	10	20
6	0	3	12	22	37
7	0	73	0	33	106
8	0	14	0	0	15
9	0	7	2	0	9
10	10	9	0	12	31
TOTAL	47	150	14	99	310
%	15	48	5	32	

X = 31

Dans les fermes ayant fait l'objet d'enquête, on observe une grande variété de races de bétail élevé, avec parfois des croisements à des degrés divers. Les races élevées sont dominées par des races exotiques (SAHIWAL, FRISONNE) et une proportion relativement importante de la race locale ANKOLE (32%). Signalons que beaucoup d'ANKOLE sont croisés avec l'une ou l'autre race exotique. La taille des troupeaux varie de 9 à 106 têtes de bétail, ce qui explique la diversité des situations socio-économiques des éleveurs.

Selon les éleveurs de KININDO, la recherche de la rationalité économique est le leitmotiv de leur action. Tous les éleveurs sont unanimes pour dire qu'il vaut mieux un troupeau réduit mais rentable, sinon ce serait un élevage de prestige tel qu'on le rencontre à la campagne. Selon les éleveurs, l'entretien du bétail dans le milieu périurbain est très difficile et coûteux. La rationalité impose alors de mettre sur la balance les moyens dont on dispose pour entretenir le bétail et la taille de ce dernier.

Le constat général que se dégage de la taille et composition des troupeaux est que le bétail de race locale occupe une place relativement moins importante dans les fermes.

Parmi les races exotiques, une place de choix est accordée à la race FRISONNE, spécialement recherchée pour sa haute productivité en lait. En effet, il importe de souligner que l'élevage qui se développe en zone périurbaine en général et à KININDO en particulier vise l'objectif premier d'approvisionner la ville en produits laitiers. Le lait produit est acheté soit par les ménages, soit par les petites et moyennes entreprises orientées vers la restauration.

2.1.1. La constitution du cheptel

Pour constituer un cheptel, il faut disposer des moyens financiers importants. A titre indicatif, les prix d'acquisition du cheptel varient dans les fourchettes ci-après :

- 1°) Race locale « ANKOLE » :
 - adulte : 200.000 FBU
 - veau : 120.000 FBU

- 2°) Races exotiques :- MONTBELIARD- adulte : 500.000 FBU
 - veau : 300.000 FBU
 - SAHIWAL - adulte : 500.000 FBU
 - veau : 250.000 FBU

 - FRISONNE - adulte : 750.000 FBU
 - veau : 800.000 FBU

La plupart des éleveurs enquêtés avaient constitué leur cheptel avant la crise de 1993 et avaient installé leurs fermes dans la plaine de l'Imbo. Mais l'insécurité dans la plaine et dans Bujumbura rural les ont contraints à venir installer leurs fermes à KININDO.

Aujourd'hui, les prix d'achat du bétail ont grimpé. Pour acheter le bétail, il y a souvent des intermédiaires et de bouche à oreille faisant son chemin, l'information circule jusqu'à permettre le contact avec le vendeur et l'acheteur. Le prix est variable selon l'âge du bétail, la race et surtout la négociation entre vendeur.

De plus en plus, les éleveurs de race locale préfèrent acheter le bétail à l'intérieur du pays où le prix est relativement bas.

On peut aussi signaler qu'une bonne partie du bétail est importé par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage qui cède alors le bétail aux éleveurs locaux.

2.1.2 L'investissement dans les fermes

Les fermes sont constituées d'étales construites en bois avec les toitures couvertes de bâches, de paille ou de tôles. Elles sont subdivisées en compartiments selon les catégories de bétail élevé : veaux, géniteurs, vaches laitières de race exotique, race locale, et selon l'âge du bétail.

De prime abord, l'état des étables reflète les possibilités financières de l'éleveur. Cela transparait à travers les dimensions de la forme car la taille plus ou moins grande du troupeau renseigne sur le capital mobilisé pour l'acquisition de ce troupeau. Ensuite, selon que l'étable est construite en matériaux durables (bois et tôles), semi-durables (bois et paille), on peut entrevoir que l'éleveur a une bonne situation financière.

Toutefois, les éleveurs de KININDO ne sont pas très à l'aise aujourd'hui pour entreprendre et continuer à investir dans l'élevage car ils n'ont pas de droit d'assise sur les terres qu'ils occupent.

Les éleveurs qui sont arrivés sur les lieux avant les autres possèdent quelques parcelles où ils cultivent les fourrages.

En effet, l'occupation du terrain a été anarchique et non autorisée. Elle s'est faite sur des espaces qui avaient été réservés aux infrastructures touristiques et contre le gré de l'Administration municipale. Celle-ci demande aux éleveurs d'évacuer les lieux alors que les éleveurs craignent toujours pour la sécurité de leur bétail.

Il s'en suit que les éleveurs vivent dans une inquiétude permanente suite à leur situation précaire par rapport au droit d'usage de la terre. Ils sont conscients qu'ils devront un jour ou l'autre libérer les parcelles occupées pour céder place aux infrastructures économiques et à l'extension de la ville mais ils ne savent pas encore où aller. Dès lors, il n'y a pas moyen de songer à des investissements coûteux. En effet, disent les éleveurs, comment peut-on construire des étables en matériaux durables ou mettre en valeur les terrains occupés alors qu'on sait pertinemment qu'on peut être chassé d'un moment à l'autre.

Le constat général est donc que les éleveurs ne s'impliquent pas assez dans la modernisation du matériel, sachant qu'ils seront amenés à quitter les lieux à court terme.

2.2 La conduite de l'élevage

2.2.1 Les modes de conduite de l'élevage

Le mode de conduite de l'élevage varie selon qu'il s'agit d'un troupeau de race locale ou exotique.

Les races exotiques surtout celles à grande production laitière comme les FRISONNES sont élevées en stabulation permanente ; tandis que les races locales et croisées sont conduites en pâturage.

Les races élevées en stabulation permanente sont nourries à l'étable où les fourrages coupés en petits morceaux sont mis dans une sorte de bateau installé sur des piliers de bois dans la cour intérieure. En plus des fourrages, ces animaux consomment des aliments de complément tels que les drèches, mélasse, tourteaux, aliments concentrés Alcovit, son du riz, etc....

Même si ce type d'élevage coûte relativement cher, il est quand même rentable. Un éleveur interrogé nous a déclaré qu'une FRISONNE s'achète à 1.500.000 FBU et que même là, il est difficile de trouver une offre. Cet élevage est très recherché pour sa production laitière qui est très élevée lorsque l'animal est bien nourri. Le même éleveur nous a déclaré que son élevage s'autofinance aujourd'hui à partir des recettes issues de la vente du lait. En plus, déclare-t-il, le revenu tiré de son élevage lui permet non seulement de couvrir les frais quotidiens de son ménage, mais aussi de financer d'autres activités rentables telles que le commerce.

Les races locales ou croisées sont quant à elles, conduites aux pâturages. Ils se nourrissent donc essentiellement des fourrages broutées à l'extérieur avec parfois un complément sous forme d'aliments achetés (drèches, mélasses).

On peut souligner néanmoins que les modes de conduites sont parfois complémentaires et que le choix ou la prédominance de tel ou tel mode est non seulement fonction de la race, mais aussi des possibilités financières des éleveurs. En effet, lorsque la trésorerie se porte mal, même le bétail de race exotique, qui devrait être nourri en stabulation permanente, est conduit aux pâturages. Mais à ce moment, la production laitière s'en ressent.

2.2.2 Accès aux pâturages

Quant à l'accès proprement dit aux pâturages, la zone KININDO a été une zone d'accueil d'un grand nombre de têtes de bétail. Pour les éleveurs, l'accès aux pâturages est libre. Il n'est ni organisé ni réglementé d'une quelconque façon. Le problème majeur est que les pâturages étant restreints, les axes routiers et même le quartier connaît de temps en temps un mouvement massif du cheptel bovin.

Les espaces servant de pâturages libres et ceux où il faut cultiver les fourrages sont très insuffisants par rapport à l'importance des troupeaux. En conséquence, les ruptures de stock de fourrages sont fréquentes et la pénurie des herbes et aliments concentrés aggrave la situation surtout pendant la saison sèche. Ainsi, pour le bétail conduit aux pâturages, il est parfois amené sur de longues distances pour pouvoir profiter de tout espace verdoyant qui pourrait servir de pâturage au bétail.

2.2.3 La conduite dans les fermes

Au niveau de l'emploi du temps, les vaches sortent dès le matin de leurs compartiments respectifs. On prépare un feu qui chausse les mouches et au même moment, les veaux sont libres pour téter avant que la traite ne commence. Après la traite, on laisse encore les veaux téter et on les rentre ensuite dans leurs compartiments.

Les vaches de race locale ou croisées sont alors conduites aux pâturages par les bouviers aux environs de 8 heures du matin. Les ramasseurs de bouse qui s'occupent de la propriété des étables se mettent au travail. La bouse est entassée dans un coin ou à l'extérieur de la ferme en attendant un demandeur potentiel qui peut soit acheter, soit bénéficier de cette bouse gratuitement. Soulignons que cette bouse trouve rarement un acquéreur étant donné que cet élevage se pratique dans un milieu éloigné géographiquement du milieu rural qui en a fortement besoin pour l'agriculture.

La conduite des fermes d'élevage à KININDO nécessite alors des ressources humaines assez importantes et variées en fonction de la taille du troupeau. En effet, plus la taille du troupeau est importante, plus il doit y avoir un personnel suffisant pour subvenir aux besoins multiples du cheptel. Le personnel indispensable dans une ferme est le suivant :

- Les bouviers qui s'occupent des vaches en dehors des fermes. Ils les conduisent aux pâturages et les gardent pendant la journée. Il s'agit d'un personnel permanent logé à la ferme et bénéficiant d'une ration quotidienne variant entre 300 FBU et 500 FBU selon les moyens financiers de l'employeur. Etant responsables du bétail pendant la journée, ils sont souvent confrontés à de nombreuses difficultés liées au vol du bétail dans les pâturages, souvent à mains armées, et aux accidents nombreux dus à l'excès de vitesse des véhicules. Ils doivent par conséquent s'expliquer devant les propriétaires et leur bonne foi est très difficile à prouver en cas de vols.
- Le personnel chargé de ramasser la bouse. Il s'agit souvent des femmes qui se présentent le matin et rentrent le soir après s'être acquitté de leur tâche qui consiste essentiellement à entretenir la propriété de la ferme. Ce personnel est payé mensuellement et bénéficie d'une ration journalière au même titre que les autres. Toutefois, lorsque le troupeau n'est pas important, ce genre de personnel devient journalier et ne bénéficie donc pas de l'avantage en alimentation.

- Le personnel qui s'occupe de la traite. Leur nombre est généralement restreint, il varie de 1 à 5 selon l'importance du troupeau. C'est un personnel permanent constitué exclusivement d'hommes car, même les femmes peuvent accomplir cette tâche, elles sont frappées d'interdit et de superstition. Ce genre de personnel est mieux payé que les autres.
- Le personnel occasionnel qui est généralement chargé de la culture des fourrages dans des parcelles appartenant aux propriétaires des fermes, ou dans des parcelles louées. La culture de ces fourrages sert essentiellement à combler le déficit en pâturages pendant la saison sèche.
- Etant donné que les parcelles à cultiver sont exigües, les éleveurs adoptent la stratégie d'acheter les fourrages et de ne consommer les leurs que pendant la saison sèche lorsque les pâturages sont rares.
- Parmi les personnel occasionnel, on note que les fermes sont dotées d'un superviseur qui est souvent un médecin technicien vétérinaire.

De façon générale, l'effectif des personnes-ressources disponibles à la ferme varie entre 5 et 20 personnes.

III LES REVENUS DE L'ELEVAGE

Comme il a été déjà évoqué ci haut, les éleveurs de KININDO sont des pluri-actifs. A l'activité d'élevage, ils ne consacrent que leur temps de repos et de loisir. C'est donc une activité secondaire par rapport au temps y consacré.

Cependant, elle constitue une source de revenu importante notamment pour les ménages dont l'activité principale est le salariat.

Dans cette section, l'analyse portera sur les revenus au niveau restreint de la ferme et non pas au niveau du ménage de l'éleveur parce que les données y relatives nous ont été inaccessibles. Le tableau suivant dresse un panorama global de l'exploitation des fermes en nous indiquant les sources et le niveau des revenus.

Niveau des revenus de l'activité de l'élevage à KININDO

Ménage	Taille du troupeau	Source	Quantité produite	Prix unitaire	Revenu partiel/an	Revenu global/an
1	28	Lait Veau (naissance) Vache réformée	50 l/j. 4/an 2/an	360 350.000 200.000	6.387.500 1.400.000 400.000	8.187.500
2	14	Lait Veau (naissance)	80 l/j 4/an	350 500.000	10.220.000 2.000.000	12.200.000
3	29	Lait Veau (naissance)	40 l/j 10/an	350 400.000	5.110.000 4.000.000	9.110.000
4	21	Lait Veau (naissance)	60 l/j 6/an	350 350.000	7.665.000 2.100.000	9.765.000
5	20	Veau Lait	5/an 60 l/j	350.000 400	1.750.000 8.760.000	10.540.000
6	37	Lait Veau Réforme Vente bœuf	35 l/j 5/an 2/an 1/an	400 250.000 200.000 400.000	5.110.000 1.250.000 400.000 400.000	7.160.000
7	106	Lait Veau Réforme Vente bœuf	300 l/j 20/an 8/an 5/an	450 350.000 200.000 300.000	49.275.000 7.000.000 1.600.000 1.500.000	59.375.000
8	15	Lait fumier veaux	82 l/j 5 bennes 4/an	350 25.000 600.000	10.475.500 125.000 2.400.000	13.000.500
9	9	Lait Veau	40 l/j 3/an	400 450.000	5.840.000 1.350.000	7.190.000
10	31	Lait Réforme Veau	60 l/j 5/an 5/an	350 200.000 350.000	7.665.000 1.000.000 1.750.000	8.840.000
TOTAL						145.358.000

X = 13.214.364

Le revenu ainsi calculés reflète la valeur du cheptel et son accroissement annuel ; ce n'est donc pas un revenu liquide.

L'analyse de l'aspect « revenu » met en exergue les disparités observables entre les éleveurs. En effet, si le revenu moyen par ferme est évalué à 13.214.364 FBU par an, il est tout aussi évident que cette moyenne cache des disparités importantes en ce sens que l'intervalle de variation du revenu d'élevage se situe entre 7.160.000 FBU à 59.375.000 FBU par an (valable pour l'échantillon considéré). On peut aussi faire remarquer que ce revenu est variable d'une ferme à l'autre suite à la diversité des races rencontrées.

L'élevage à KININDO apparaît donc comme une activité génératrice d'un revenu important. En termes monétaires, le revenu dans les fermes de KININDO provient soit de la vente du lait, soit dans la réforme du bétail vieux ou à défaut de rendement.

Le lait participe à plus de 80% du revenu monétaire dans les fermes. Avec un prix au litre de lait compris entre 360 FBU et 450 FBU, le revenu moyen en provenance du lait est estimé à 480.000 FBU par mois (soit 40 litres par jour).

Toutefois, la production laitière connaît une forte variabilité saisonnière. Le lait est abondant pendant la saison des pluies lorsque les fourrages et pâturages sont abondants et il devient rare pendant la saison sèche. Cette rareté explique la hausse du prix du lait pendant la saison sèche, une hausse qui se répercute souvent sur la période suivante et d'une année à l'autre.

3.1 L'écoulement des produits laitiers

La vente de lait constitue la principale source de revenus des éleveurs. Son écoulement ne pose pas de problème dans la mesure où la demande est de loin supérieure à l'offre.

Les principaux acheteurs de lait sont les pâtisseries de la capitale, les semi-grossistes qui vont détailler dans les quartiers ; et les ménages qui achètent pour l'alimentation des enfants en bas âge.

Le marché du lait est un marché bien structuré : des contrats de livraison sont signés entre éleveurs et fournisseurs et les principaux clients en l'occurrence les pâtisseries. Les clients bénéficient parfois d'un crédit fournisseur car ils payent après un mois de livraison. Mais pour bénéficier d'un tel avantage, il faut être un client important et solvable.

L'éleveur se charge alors du transport du lait jusque chez le pâtissier. Il est transporté à vélo ou dans des camionnettes.

Pour les ménages et les petits grossistes, le contrat est implicite. Il faut adresser une demande verbale à l'éleveur qui vous autorise d'acheter quotidiennement du lait chez lui. Ces clients récupèrent le lait à un point de vente qui peut être aménagé au domicile de l'éleveur. Les contrats, que ce soit avec les pâtisseries ou les ménages sont résiliables sur simple initiative de l'une des parties qui en avise l'autre.

Le marché du lait est prometteur. La demande est de loin supérieure à l'offre. Certains grossistes de la capitale vont chercher du lait à l'intérieur du pays avec le risque que le lait soit périmé à cause des mauvaises conditions de conservation et de transport. L'offre de lait des éleveurs de la plaine ne parvient pas à satisfaire la demande de la capitale mais malgré les difficultés, les éleveurs fournissent beaucoup d'efforts pour augmenter la production du lait.

Etant donné que même les gens à faibles moyens financiers donnent du lait aux enfants en bas âge, le marché du lait promet de meilleures perspectives.

3.2 Le revenu issu de la réforme du bétail

Après la vente du lait, la réforme du bétail constitue une source très importante du revenu pour les éleveurs. Les raisons de réforme sont : la vieillesse et/ou les défauts de rendement. Un grand accroissement peut conduire l'éleveur à vendre une partie des veaux lorsque ceux-ci dépassent le nombre qu'il peut entretenir. C'est aussi les cas lorsque dans les nouveaux nés il y a beaucoup de mâles. Les éleveurs préfèrent garder un seul géniteur parfois avec un petit veau futur géniteur qui est engraisé et entretenu en conséquence.

Selon l'importance et la taille du cheptel, la réforme du bétail procure un grand revenu aux éleveurs.

Le marché de vente du bétail réformé est constitué par l'abattoir de Bujumbura surtout pour les mâles et le bétail à défaut de rendement. Les particuliers aussi interviennent sur ce marché lors de la vente des veaux ou génisses que les éleveurs ne sont pas à mesure de garder suite à l'incapacité momentanée de les entretenir.

3.3 Priorités dans l'affectation du revenu des éleveurs

Comme nous l'avons souligné au cours de notre analyse antérieure, la catégorie des éleveurs à KININDO est particulièrement car composée de gens exerçant d'autres activités lucratives.

Dans cette section, l'analyse portera sur l'affectation des revenus au niveau restreint de la ferme. Le tableau suivant fait le point sur les dépenses d'exploitation de la ferme et permettra par la suite d'apprécier leur rentabilité.

Priorités d'affectation du revenu des éleveurs

Ménage	DEPENSES			TOTAL DEPENSES	REVENU TOTAL	SOLDE
	Aliments du bétail	Soins et médicament pour bétail	Main d'œuvre + carburant			
1.	2.025.750	300.000	1.567.500	3.893.250	8.187.500	4.244.250
2	3.000.000	300.000	2.921.500	6.221.500	n.d.	n.d.
3	3.900.000	650.000	1.488.000	6.038.000	12.220.000	6.182.000
4	2.100.000	350.000	2.131.500	4.581.250	9.110.000	4.528.500
5	1.800.000	360.000	1.089.000	3.849.000	9.765.000	5.916.000
6	3.000.000	200.000	1.467.000	4.667.000	10.510.000	5.843.000
7	450.000	350.000	1.330.000	2.130.000	7.160.000	5.030.000
8	10.950.000	1.200.000	7.250.000	19.400.000	59.375.000	41.975.000
9	3.400.000	760.000	3.056.000	7.216.000	13.000.500	5.784.500
10	3.650.000	200.000	1.768.000	5.618.000	7.190.000	1.572.000
11	3.000.000	300.000	2.885.000	6.185.000	8.840.000	2.655.000
TOTAL	36.975.750	4.970.000	24.032.000	90.531.250	145.358.000	54.858.750
%	25%	3%	17%	62%	100%	38%

n.d. : non disponible

Ainsi, les dépenses encourues dans les fermes sont surtout celles occasionnées par l'alimentation du bétail, les soins médicaux, la main-d'œuvre et le carburant. Jusqu'à présent, les fermes de KININDO échappent encore à la fiscalité.

Dans toute cette panoplie de dépenses, la plus onéreuse est celle relative à l'alimentation du bétail qui accapare 25% du revenu total des fermes. Elle est suivie par celle inhérente à la main-d'œuvre et carburant (17% du revenu). En tout, les dépenses s'élèvent donc à 62% du revenu total et la marge bénéficiaire est de 38% bien qu'elle ne soit pas toute liquide comme c'est le cas pour le revenu lui-même.

L'activité d'élevage présente donc un taux de rentabilité interne élevé. Mais comme toute activité à taux de rentabilité élevé, elle est confrontée à beaucoup de contraintes notamment l'exigence des investissements colossaux, les risques de vol et de massacres surtout en cette période de crise, l'affluence tardive du gain, un suivi régulier et fréquent, un fonds de roulement important et une trésorerie souple et suffisante.

L'importance relative et la gestion minutieuse de la trésorerie dans les fermes comme dans toute entreprise est un facteur primordial dans le fonctionnement et la continuité de l'unité productive en question. En effet, certaines fermes confrontées au problème de liquidité ne pouvant pas par conséquent faire face à toutes les sollicitations inhérentes à l'exploitation de celles-ci, notamment l'achat des aliments et des médicaments nécessaires en temps opportun et à suffisance, assistent à la diminution sensible de la production du lait, source essentielle du revenu. Bref, la disparité au niveau du fonds de roulement est un facteur fondamental qui est à la base de la disparité visible des niveaux de rentabilité des fermes.

IV CONTRAINTES ET PERSPECTIVES DE L'ELEVAGE

4.1 Contraintes

Les principales contraintes sont liées à l'occupation et l'approvisionnement.

4.1.1 L'occupation

L'occupation de la zone de l'élevage de KININDO s'est faite d'une façon anarchique, non contrôlée et illégale. Au départ, les fermes d'élevage se trouvent à l'intérieur du pays et dans la plaine de l'Imbo, spécialement à GIHANGA et RUKOKO. Pendant la crise, il s'est développé une insécurité permanente sur le territoire national, cela n'a pas épargné le bétail. Cette insécurité du bétail se manifestait par des vols à main armée, très organisés et les éleveurs ont été contraints de migrer vers la capitale où la sécurité était relativement assurée même si là aussi beaucoup de cas de vols ont eu lieu.

C'est dans ce cadre que la zone KININDO, située en dessous de l'Avenue du Large a connu une occupation illégale par l'élevage. Initialement, cette zone était destinée à l'installation des infrastructures touristiques et à l'extension de la ville, car c'est un endroit qui offre une vue magnifique sur le lac Tanganyika.

Dès lors, la Mairie ne cesse de crier au scandale car non seulement les fermes empêchent la réalisation du plan de développement municipal de la ville mais également, le bétail pollue l'environnement.

La contrainte de l'occupation est donc liée au fait que cette zone étant occupée par beaucoup d'éleveurs, les parcelles sont très exigües.

Les fermes occupent de petits espaces et les parcelles où cultiver des fourrages sont quasi-inexistantes.

A cela s'ajoute la pression permanente exercée sur les éleveurs de quitter la zone. Ainsi, il ne peuvent pas entreprendre des investissements étant donné parce qu'ils seraient amenés tôt ou tard à quitter.

C'est pourquoi les installations et les équipements sont archaïques. Les éleveurs ne veulent pas prendre le risque d'engager de gros moyens pour mettre en valeur la zone et moderniser les infrastructures d'élevage.

D'autres contraintes liées à l'occupation sont les accidents très fréquents. Les véhicules cognent le bétail sur les routes de la capitale spécialement sur l'Avenue du Large où l'excès de vitesse des véhicules constitue une menace sérieuse à l'élevage car beaucoup de vaches sont tuées dans ces accidents.

4.1.2 L'approvisionnement

Les contraintes d'approvisionnement sont liées à la disponibilité des aliments, es médicaments et de leurs coûts.

Aliments du bétail

La disponibilité d'aliments constitue une préoccupation quotidienne des éleveurs car un cheptel mal nourri ne produit pas de lait et est toujours exposé à beaucoup de maladies opportunistes.

Le problème est en premier lieu dû au manque d'espace où cultiver les fourrages. Ces derniers deviennent rares d'où les éleveurs sont amenés à parcourir de longues distances pour s'approvisionner en fourrages. Ce problème entraîne des coûts récurrents très élevés.

Les aliments concentrés tels que les tourteaux, les drèches, la mélasse,... manquent. La demande de ces aliments étant très forte, les ruptures de stock sont très fréquentes chez les fabricants d'où la pénurie en aliments concentrés s'observe souvent. Ce qui est rare étant cher, cette non disponibilité des concentrés entraîne une flambée des prix. Les éleveurs sont alors confrontés à des problèmes de trésorerie.

Les éleveurs qui ont des moyens financiers possèdent une camionnette affectée au transport des fourrages et d'autres aliments et du lait. Là aussi, le problème de carburant intervient. Il manque terriblement et on est contraint de s'en procurer au marché noir à un prix exorbitant. Déjà lorsque l'essence est disponible à la pompe, il faut au moins 20 litres par jour à la camionnette et elle doit être régulièrement affecté à la recherche des aliments du bétail pendant toute l'année.

Ce problème se pose autrement pour ceux qui n'ont pas la possibilité d'acheter une camionnette. Ils dépêchent des hommes qui transportent des aliments à vélo ou à tête avec toute la lenteur liée à cette opération. Certains préfèrent louer des camionnettes et cela devient très cher et affecte la trésorerie de la ferme.

Médicaments

Le problème de maladies du bétail préoccupe beaucoup les éleveurs car si on y attache pas toute l'attention voulue, tout un cheptel peut être décimé en un laps de temps.

Les principales maladies du gros bétail de KININDO et les médicaments correspondants sont classés comme suit :

- Maladies parasitaires du tube digestif, comme strongylose, taeniasis, distomatose, et ascariose ; et
- Maladies parasitaires à protozoaires du sang, comme théileriose (*umuphube*), piroplasmose, et aroplasmose.

Les médicaments pour ces maladies sont le bérénil et l'oxytétracycline à 5 %, 10%, ou 20%.

- Les protozoaires du tube digestif, comme la coccidiose et la balanthibiose.

Les médicaments correspondants sont les amplores.

D'autres maladies simples sont les inflammations.

Ces maladies étant très fréquentes, la contrainte essentielle est la non disponibilité des médicaments et à leur coût très élevé. A Bujumbura, on trouve deux pharmacies vétérinaires à savoir ALVETRA et COPPELS. La première connaît des ruptures de stock très fréquentes alors les médicaments ne sont même pas variés dans le stock. Seule la pharmacie COPPELS fonctionne normalement mais elle aussi évolue dans le contexte socio-économique difficile que connaît le pays. Les devises étant insuffisantes à la Banque Centrale, les licences d'importation manquent et lorsque les devises utilisées lors de l'importation proviennent du marché noir, le produit importé coûte cher aux éleveurs.

Dans ce contexte, la disponibilité des médicaments laisse à désirer. Ceux qui sont disponibles sont très chers mais les éleveurs n'ont pas le choix. Les éleveurs qui ont la possibilité importent eux mêmes les médicaments dans les pays de la sous région mais ils ne sont pas nombreux.

L'autre problème non moins important est l'inefficacité évidente du laboratoire vétérinaire nationale.

Le matériel de détection des maladies est archaïque, l'appareil d'insémination artificielle est tombé en panne faute de pièces de rechange. Cela entraîne une spéculation sur les géniteurs de race par certains éleveurs. Les éleveurs se plaignent du manque d'intérêt affiché du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage à l'activité de l'élevage. Ils souhaitent un Ministère qui s'occuperait de l'élevage seulement.

Malgré ces difficultés, les éleveurs s'organisent à qui mieux mieux pour faire face à cette situation. Chaque éleveur selon ses possibilités embauche un technicien vétérinaire qui suit régulièrement son cheptel et qui alerte à temps lors d'une épidémie ou autre maladie. Un docteur qualifié (vétérinaire) a un cabinet installé en pleine zone d'élevage, il offre ses services à tous les éleveurs de ce secteur et recommande des médicaments sur ordonnance.

4.2 Perspectives de l'élevage

Malgré l'occupation illégale de la zone d'élevage et la pollution de l'environnement, l'élevage dans cette zone offre des perspectives liées aux produits qu'il fournit.

En effet, le lait et ses produits dérivés constitue un créneau prometteur pour l'activité d'élevage à KININDO. Actuellement, le lait est incontournable dans l'alimentation des enfants de la ville et des adultes et sa demande en milieu urbain ne cesse de croître.

Des recettes provenant de la vente du lait et de ses produits sont très importantes. Si on ajoute à cela la vente du bétail qui sert à l'abattoir et qui approvisionne les gens en viande, on comprend que le revenu tiré de l'élevage pourra contribuer à un essor considérable de la situation socio-économique de la ville et des éleveurs en particulier.

4.3 Perception des éleveurs face aux diverses contraintes

En peu de mots, la situation des éleveurs de KININDO se résume ainsi :

- ils sont dans une situation de précarité par rapport aux droits d'usage sur les terres qu'ils ont occupées illégalement ;
- les ressources exploitables (pâturages, fourrages, aliments de complément) sont insuffisantes, très chers et parfois non disponibles.

Le lac ne sert pas beaucoup aux éleveurs. Mais à part le fait que le bétail s'y abreuve parfois lorsqu'il pâture aux alentours, cette ressource n'est pas très utile aux éleveurs pour leur activité.

Face à cette situation de précarité par rapport aux droits d'usage, les éleveurs sont conscients de toutes les contraintes et ne veulent pas prendre de risques en investissant ou en mettant en valeur leurs fermes et le milieu environnant.

Ils exercent une pression sur l'Administration pour avoir le droit de propriété sur les sites occupés. A défaut de ce droit, ils souhaitent que l'Administration leur accorde un autre site sécurisé où ils peuvent s'installer pour pallier à la situation intenable du moment.

Les éleveurs s'accordent à reconnaître que les ressources disponibles pour le bétail sont largement insuffisantes ; ce qui constitue un véritable handicap pour le développement de l'élevage.

La stratégie adoptées par les éleveurs pour maintenir le cheptel bovin dans les conditions acceptables sont :

- la conduite du bétail sur de longues distances, à travers différents quartiers de la capitale, pour pouvoir profiter de chaque espace verdoyant même éloigné du site de KININDO;
- l'achat des fourrages et d'aliments concentrés même à prix très élevé surtout pour nourrir le bétail en stabulation.

V CONCLUSION

L'élevage à KININDO est une activité rentable mais exigeante. Elle est rentable si on considère les revenus assez élevés qu'elle procure aux éleveurs. Toutefois, la crise qui sévit dans le pays depuis 1993 a contraint les éleveurs à installer le cheptel dans toutes les parties périphériques des quartiers de la capitale et en particulier à KININDO.

De la sorte, l'établissement de ces fermes dans cette zone à potentiel touristique pose beaucoup de problèmes non seulement à l'environnement mais aussi aux éleveurs eux-mêmes.

En effet, d'une part le stockage massif et continue de la bouse s'écoule avec le ruissellement des eaux de pluies vers le lac Tanganyika provoquant une pollution du lac. D'autre part, les éleveurs installés sont sur les terres sans droit d'usage reconnu légalement et dont ils ne maîtrisent pas la durée d'occupation éprouvent d'énormes difficultés dans le choix judicieux des investissements. Encore plus, les espaces servant de pâturages sont trop insuffisants vis-à-vis de l'importance des troupeaux qui les fréquentent.

Ces raisons militent en faveur d'une politique nationale adéquate, tenant compte des contraintes des éleveurs (besoin de sécurité de leurs troupeaux), des besoins d'extension de la ville et de la sauvegarde de l'environnement.